

Info

TV • Radio • Proche-Orient • Ukraine • Suisse • Monde • Santé • Société • Environnement • Eco • Plus

Du secret bancaire aux taxes douanières: la Suisse plie face aux USA

Suisse

Modifié hier à 12:35

Résumé de l'article

Partager

Les conseillers fédéraux Karin Keller-Sutter et Guy Parmelin sont à Washington pour tenter de renégocier les droits de douane. Difficile toutefois pour le Conseil fédéral de s'opposer à la superpuissance américaine. Et la situation n'est pas nouvelle: quand Washington veut quelque chose, Berne doit bien souvent céder.

L'exemple le plus marquant de ces dernières années date de 2009, l'année où la Suisse doit renoncer au secret bancaire. Plusieurs pays du G20 - Etats-Unis en tête - mettent la pression sur Berne, menaçant notamment la Suisse de figurer sur une liste noire.

Dans un contexte de crise financière, l'autorité fiscale américaine a besoin de taxer les richesses cachées dans les coffres-forts helvétiques et se démène pour les dénicher. Elle engagera notamment un bras-de-fer juridico-fiscal avec UBS pour que la banque lui fournisse les dossiers de clients américains soupçonnés d'avoir fraudé le fisc.

Le 13 mars 2009, la Suisse cède sous la pression internationale et économique. Elle renonce à distinguer fraude et évasion fiscale. Le conseiller fédéral en charge des finances de l'époque, Hans-Rudolf Merz, tente alors de minimiser la situation, assurant que "le secret bancaire sera maintenu tel qu'il est établi dans notre Constitution fédérale et dans nos lois".

> Lire aussi : [Annoncer aux Suisses la fin du secret bancaire: "Une journée... difficile."](#)

Pourtant, on réalise aujourd'hui que c'est bien à cette date que meurt le secret bancaire suisse pour les clients étrangers.

"Notre neutre"

L'intérêt que portent les Etats-Unis à la Suisse est avant tout d'ordre financier. Mais cela a pu avoir des implications géopolitiques. Au début de la Guerre froide, par exemple, les Etats-Unis demandent à notre pays de ne pas livrer certains produits vers les pays communistes d'Europe de l'Est.

La Suisse n'est pas enthousiaste. Elle invoque sa neutralité, mais les Etats-Unis lui tordent le bras en la menaçant d'être elle-même la cible d'un embargo. Résultat: Berne cède et conclut un accord secret avec Washington en 1951 pour limiter ses exportations vers le bloc de l'Est.

La Suisse se rapproche ainsi des Etats-Unis durant la Guerre froide, acquérant un double statut: neutre et dans le camp des démocraties occidentales. Selon l'historien Sacha Zala, directeur du centre de recherche des Documents diplomatiques suisses (Dodis), Washington en était bien conscient à l'époque, parlant même de "notre neutre" dans leurs documents en référence à la Suisse.

Berne a aussi pu tirer profit de ce double statut, même si, au final, Washington a toujours eu le dernier mot, explique Sacha Zala. "Être neutre nous a aidés, pendant la Guerre froide, à obtenir quelques exemptions, parce que nous ne faisons pas formellement partie de l'OTAN", dit-il dans La Matinale de la RTS. "Mais à partir du moment où des intérêts vitaux des grandes puissances, c'est-à-dire des Etats-Unis, étaient touchés, ceux-ci ont toujours fait comprendre qu'ils avaient le pouvoir de faire accepter les règles qu'ils voulaient faire passer."

Economie particulière

La Suisse n'est pas le seul pays à être soumis aux volontés américaines. Nos voisins sont notamment également touchés par les taxes douanières du président Trump. Toutefois, plus le pays est petit, plus il est difficile d'engager un rapport de force. Par ailleurs, selon Sacha Zala, les sanctions économiques nous touchent fortement, parce que notre économie est particulière.

"La Suisse est l'un des pays les plus intégrés dans le commerce international", affirme-t-il. "La Suisse a une économie qui est très tournée vers l'exportation, donc cela la rend aussi faible face à ce genre de pressions."

Des pressions dont on a pu voir l'ampleur ces dernières semaines et dont on mesurera les conséquences dans ces prochaines heures. La présidente de la Confédération Karin Keller-Sutter sera reçue par le secrétaire d'Etat américain Marco Rubio mercredi après-midi à Washington.

>> [Le suivi des événements : Rencontre prévue ce mercredi entre Karin Keller-Sutter et le secrétaire d'Etat américain](#)

Sujet radio: Philéas Authier

Adaptation web: Emilie Délétroz